

Régime fiscal applicable aux groupes de sociétés (Articles LP. 120 et suivants du code des impôts)

Dénonciation de l'accord d'une entité mère non résidente ou d'une société intermédiaire étrangère pour qu'une société soit membre d'une intégration horizontale

Je soussigné(e)(nom, prénom),
agissant en qualité de(qualité)
de la société(désignation de
l'entité mère non résidente ou de la société intermédiaire étrangère par l'intermédiaire de
laquelle cette entité détient 95 % au moins de la tête de groupe), dont le siège social
est à(ville, adresse, pays),
dénonce l'accord en date du(date de l'accord de
l'entité mère non résidente ou de la société intermédiaire étrangère par lequel elle a autorisé
une société à donner son accord pour être membre d'un groupe fiscal) par lequel elle a
autorisé la société..... (désignation de la
société membre), dont le siège social est situé à
..... (adresse, ville),
à donner son accord pour être membre d'un groupe formé par la société
.....(désignation de la société
mère) en application du 2 de l'article LP. 120 du code des impôts (CDI).

Cette dénonciation prend effet à compter du(date d'ouverture du
premier exercice au titre duquel la société membre n'est plus autorisée par l'entité mère non
résidente ou la société intermédiaire étrangère à revêtir cette qualité de membre).

Fait à (ville), le (date)

Le(qualité)

.....(signature)

.....(nom, prénom)

La DICP traite vos données personnelles afin d'émettre le rôle et envoyer votre avis d'imposition et dans le cadre des différentes missions de la DICP (réclamations, contrôle fiscal, assistance administrative, etc.). Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et les finalités ultérieures liées aux missions de la DICP, consultez la Notice d'information contribuables (disponible sur le site internet – QR code ci-contre – et à l'accueil de la DICP).

Vous disposez sur vos données des droits d'accès et de rectification, du droit à la limitation de leur traitement et sous certaines conditions, du droit de vous opposer à leur traitement, d'en demander l'effacement. Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant à rgpd.dicp@administration.gov.pf.

Pour toute information ou réclamation, vous pouvez contacter la Déléguée à la Protection des Données à dpo@administration.gov.pf.

